

**Point de presse de la porte-parole -
Corée du Nord/Tirs de
missiles/Rappel de la déclaration de
la porte-parole - Brésil/Entretien de
M. Jean-Yves Le Drian avec son
homologue, M. Aloysio Nunes -
Territoires palestiniens/Destructions
de structures humanitaires - Syrie -
Situation dans le Golfe - Irak -
Brexit**

(Paris, 28 août 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé sa déclaration, fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Corée du Nord - Tirs de missiles - Rappel de la déclaration de la porte-parole (26 août 2017)

La France condamne fermement les nouveaux tirs de missiles auxquels la Corée du Nord a procédé ce matin en direction de la mer du Japon.

Ces tirs, en violation des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, menacent la sécurité régionale et internationale.

La France appelle la Corée du Nord à se conformer à ses obligations internationales et à procéder au démantèlement complet, vérifiable et irréversible de ses programmes nucléaires et balistiques. Elle continuera à travailler étroitement au conseil de sécurité et avec ses partenaires en ce sens.

2 - Brésil - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec son homologue, M. Aloysio Nunes (Paris, 28 août 2017)

M. Jean Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'entretient ce soir avec M. Aloysio Nunes, ministre des relations extérieures du Brésil.

Ils feront le point sur les principaux enjeux globaux, qui donnent lieu à une coopération étroite entre nos deux pays. Le Brésil, qui joue un rôle majeur au sein des instances multilatérales, est pour la France un partenaire-clé, en particulier dans la lutte contre le changement climatique et pour le maintien de la paix, notamment sur le continent africain.

Les deux ministres évoqueront également l'actualité internationale, dont la situation au Venezuela ainsi que les négociations en cours entre l'Union européenne et le Mercosur.

Cet entretien permettra de souligner l'importance de nos relations avec le Brésil, avec lequel un partenariat stratégique bilatéral a été lancé en 2006. Les échanges culturels et humains sont particulièrement denses, avec près de 5.300 étudiants brésiliens en France en 2016, plus de 27.000 apprenants de français dans les alliances françaises au Brésil (2ème rang mondial), 700 accords inter-universitaires et 110 doubles-diplômes, et près de 550.000 touristes brésiliens en France l'an dernier. Nos échanges économiques sont également très importants : 7 milliards d'euros d'échanges commerciaux en 2016, 850 filiales d'entreprises françaises au Brésil générant 500.000 emplois. La France est par ailleurs au quatrième rang des investisseurs étrangers au Brésil en 2016.

La France partage par ailleurs avec le Brésil sa plus longue frontière terrestre, avec la Guyane, ce qui nourrit une intense coopération pour répondre aux défis communs de la sécurité et du développement équilibré des territoires.

3 - Territoires palestiniens - Destructures de structures humanitaires

La France condamne le démantèlement d'infrastructures scolaires ces derniers jours par les autorités israéliennes dans la zone C des Territoires palestiniens :

- une école a été démolie le 22 août dans le village de Jubbet adh Dhib ;
- un jardin d'enfants dans la communauté de Jabal Baba a été détruit le 21 août ;
- des panneaux solaires alimentant une école ont été confisqués le 9 août dans la communauté d'Abu Nuwar. Des bâtiments de cette école, financés par la France, avaient par ailleurs été confisqués en février 2016 au lendemain de leur construction.

Ces destructions, contraires au droit international, sont d'autant plus préoccupantes qu'elles ont notamment eu lieu dans la zone E1 (située entre Jérusalem-Est et la colonie de Ma'ale Adumim), d'une importance stratégique pour la viabilité d'un futur État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale et pour la solution des deux États, à laquelle la France réitère son attachement.

Plusieurs de ces structures étaient financées par des bailleurs européens, dont la France. Des démarches ont été engagées par ces derniers auprès des autorités israéliennes pour obtenir la restitution des équipements confisqués. Ces confiscations ont par ailleurs été condamnées à plusieurs reprises par l'Union européenne.

Nous demandons aux autorités israéliennes de restituer les biens confisqués et de mettre fin à ces démolitions qui participent de leur politique de colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est : pour les six premiers mois de l'année 2017, ce sont 259 structures qui ont été détruites en zone C et à Jérusalem-Est, tandis que le gouvernement a annoncé ou approuvé des plans pour la construction de près de 10.000 nouveaux logements depuis début 2017, soit plus du triple de l'année 2016.

4 - Syrie

Q - Que veut dire un groupe de contact «restreint» sur la Syrie ? Cela veut-il dire qu'il n'inclura plus le régime et l'opposition comme annonce par le président auparavant ?

R - M. Jean-Yves Le Drian a reçu la semaine dernière M. Staffan de Mistura, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, auquel il réitéré tout notre soutien dans ses efforts en faveur d'une solution politique négociée, qui implique des négociations entre l'opposition et le régime.

Il a également rappelé qu'une solution politique en Syrie devait associer, «avec le soutien des Nations unies, les membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies et les pays de la région». C'est pour aboutir à une telle transition que la France promeut la mise en place d'un groupe de contact. Nous poursuivons nos discussions en ce sens avec nos partenaires, en coordination avec M. Staffan de Mistura.

5 - Situation dans le Golfe

Q - Est-ce que la restauration des liens diplomatiques entre le Qatar et l'Iran est utile pour résoudre la crise entre le Qatar et ses voisins arabes ?

R - La position de la France, concernant les voies de résolution de la crise entre le Qatar et ses voisins arabes, demeure inchangée. La France est préoccupée par la situation et en traite avec chacune des parties. Elle souhaite que la médiation koweïtienne permette aux États membres du conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) de la régler le plus vite possible.

6 - Irak

Q - Après la visite des deux ministres en Irak pensez-vous que les autorités kurdes soient déterminées à poursuivre la tenue d'un referendum sur l'indépendance ?

R - La position de la France est constante et bien connue : elle est attachée à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Irak. Le Kurdistan dispose d'un statut d'autonomie aux termes de la constitution irakienne. Nous souhaitons que cette autonomie soit respectée et pleinement mise en oeuvre.

M. Jean-Yves Le Drian a eu l'occasion de rappeler notre position sur ce point à ses interlocuteurs à Bagdad et à Erbil le 26 août.

7 - Brexit

Q - Citant des sources diplomatiques françaises, le Daily Telegraph, indique que la France aurait signalé qu'elle souhaiterait que les négociations commerciales du Brexit commencent dès octobre. Quelle est votre réaction ?

R - Les discussions sur la relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne seront possibles que si des progrès suffisants ont été accomplis au titre de la première phase des négociations.

Comme M. Michel Barnier, nous souhaitons que les prochaines sessions de négociations, à commencer par celle qui débute aujourd'hui, permettent une réelle clarification de la position britannique. Il appartient au Royaume-Uni d'avancer notamment sur les points délicats (droits des citoyens, frontières, règlement financier). Ce n'est qu'une fois que des progrès suffisants auront été accomplis sur ces questions prioritaires qu'il sera possible de décider de l'ouverture de la seconde phase des négociations.

Nous nous sommes mis d'accord à 27 sur des principes simples pour sauvegarder les intérêts et l'unité des Européens, parmi lesquels l'organisation des négociations en phases distinctes. Nous avons un seul négociateur, qui rend compte toutes les semaines au niveau technique au conseil et très régulièrement aux ministres et aux chefs d'État et de gouvernement./.